Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUIN 1894.

Approbation du traité de commerce et de navigation conclu,
le 31 mars 1894, entre la Belgique et l'Espagne (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. T. KINT DE ROODENBEKE.

MESSIEURS,

La section centrale chargée d'examiner le traité de commerce et de navigation, conclu le 31 mars dernier entre la Belgique et l'Espagne, a été unanime à lui donner son approbation, car elle attache le plus grand prix à ce que des relations commerciales régulières et amicales soient rétablies entre les deux pays.

Le régime consacré par le traité de commerce et de navigation du 4 mai 1878 était sans aucun doute plus favorable à l'exportation des produits belges; à ce point de vue, on peut regretter que l'Espagne ait cru devoir le dénoncer, et qu'il ait cessé ses effets à partir du 1^{er} février 1892, en même temps que les traités signés avec la plupart des autres pays. Mais les régimes provisoires qui nous ont été appliqués depuis cette époque, notamment par le décret du 31 décembre 1893, étaient si préjudiciables à nos industries linières et métallurgiques, qu'il importait avant tout de mettre fin à un traitement différentiel nous exposant à une concurrence redoutable sur le terrain commercial. Sous ce rapport le traité du 31 mars, sans donner satisfaction à tous les intérêts en cause, peut cependant être considéré comme avantageux pour notre pays.

(1) Projet de loi, n° 214.

(2) La Commission était composée de MM. TACK, *président*; VERWILGHEN, DERKINE, DE MALANDE, GILLIEUX T. KINT DE ROODENBEKE ET FLÉCHET.

Le discours prononcé par l'honorable Ministre des Affaires étrangères à la séance du 23 janvier dernier, à la suite de l'interpellation de l'honorable M. Tack, et l'Exposé des motifs du projet de loi qui nous est soumis, font connaître, avec détails les phases diverses des négociations intervenues entre les deux gouvernements et les motifs pour lesquels la ratification des Chambres législatives n'a pas été demandée plus tôt. Il semble inutile de reproduire ici ces explications qui répondent d'ailleurs à toutes les objections. Si le Gouvernement a cru devoir hâter la présentation du projet de loi, c'est que la clôture prochaine des travaux parlementaires lui faisait un devoir de ne pas la différer davantage.

La section centrale émet toutefois le vœu de voir le cabinet de Bruxelles insister encore auprès du cabinet de Madrid, pour qu'en attendant le vote définitif du traité par les Cortès, vote qui peut encore être retardé pendant quelque temps, en raison des circonstances spéciales que traverse l'Espagne, la Chambre des députés adopte le projet de loi déjà approuvé par le Sénat espagnol, qui applique aux marchandises belges le traitement de la nation la plus favorisée, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur du traité du 31 mars 1894. Il serait très regrettable, en effet, que la Belgique ne bénéficiât pas dans un temps très prochain d'un *modus vivendi* dont jouissent déjà presque toutes les autres nations.

Malgré tous les efforts de notre Gouvernement, cette clause de la nation la plus favorisée n'a pu être introduite dans le texte même du traité qui vient d'être conclu. Elle ne forme du reste la base d'aucun des arrangements commerciaux conclus récemment par l'Espagne avec la Suède, la Norvège, la Suisse, le Danemark, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

La Belgique subira donc la loi générale. Mais si nos négociateurs ont dû faire taire leurs préférences à cet égard, ils ont essayé du moins de rendre aussi profitable que possible à l'industrie et au commerce belges le système des concessions douanières directes proposé par l'Espagne.

Les tarifs et les tableaux annexés au traité, et qui s'appliquent aux importations belges en Espagne comprennent, en effet, la plupart des articles que nous exportons, ou que nous pourrions exporter vers l'Espagne, et cela à des conditions acceptables. De plus, les marchandises belges qui ne sont pas appelées à bénéficier des taxes du tarif conventionnel seront admises en Espagne aux droits inscrits dans le tarif minimum en espagnol.

Il résulte de l'Exposé des motifs, que le régime douanier à appliquer aux produits importés de l'un des pays dans l'autre est déterminé par ces tarifs et tableaux. Aucun des produits qui y sont inscrits ne pourra être assujéti à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujéti les produits similaires de toute autre nation; mais tandis que cette garantie est seule stipulée pour les produits figurant dans les tableaux, ceux que comprennent les tarifs ne pourront, en outre, être frappés de taxes supérieures à celles qui y sont prévues.

Des membres de la section centrale ayant demandé pourquoi les tôles brutes et celles de zinc n'étaient pas comprises dans le tarif *B* annexé au traité, le Département des Affaires Étrangères consulté par le rapporteur a

fait connaître que les tôles brutes figurent dans le tarif espagnol sous les articles 38 et 39, lesquels sont au nombre de ceux compris dans le tableau *B* (produits belges qui ne seront pas assujettis en Espagne à des droits plus élevés que ceux de toute autre nation). Nous sommes ainsi assurés que les tôles belges jouiront du régime le plus favorable en Espagne, et si le traité hispano-allemand qui a abaissé le taux des droits frappant lesdits articles était mis en vigueur, nous profiterions des mêmes réductions. Quant à nos tôles de zinc (art. 83), elles sont également assurées du traitement le plus favorable, attendu qu'elles figurent aussi dans le tableau *B*. Le Gouvernement allemand a obtenu dans son traité, pour cet article, la consolidation des droits de 15 francs par cent kilos, consolidation qui nous sera, éventuellement, acquise

Il importait cependant de prévoir le cas où, modifiant ses vues actuelles, le Gouvernement espagnol croirait devoir adopter, pour ses relations commerciales ultérieures avec d'autres pays, la clause générale du traitement de la nation la plus favorisée. Le protocole final, formant le complément du traité, prévoit cette éventualité et stipule que si l'Espagne concédait dans l'avenir cette clause à une tierce puissance pour tous ses produits, ce régime serait *ipso facto* acquis aux produits belges sous réserve de réciprocité.

Enfin le traité règle aussi le régime à appliquer aux voyageurs de commerce, et celui qui sera accordé aux sujets belges dans les colonies espagnoles. Une convention spéciale fixera les relations commerciales entre les provinces et les possessions espagnoles d'outre-mer et la Belgique.

La section centrale, dans ces conditions, n'hésite pas à proposer à la Chambre l'adoption du projet de loi qui permettra au traité de commerce et de navigation, conclu le 31 mars 1894 entre la Belgique et l'Espagne, de sortir son plein et entier effet.

Le Rapporteur,

B^{er} A. T' KINT DE ROODENBEKE.

Le Président,

P. TACK.